



# PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Pôle administratif des installations classées

### Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 10 Mars 2023

Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2023-0016 du 10/03/2023

Portant mise en demeure de la **Société Carmaco** qui exploite une carrière de roches massives à ciel ouvert sur la commune d'Annecy

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022 , nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°PAIC\_2018-0021 du 2/03/2018 modifié autorisant la société Carmaco à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune d'Annecy ;

VU la visite d'inspection réalisée sur le site le 20 janvier 2023 par l'inspection des installations classées ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement, transmis à l'exploitant dans le cadre de la phase contradictoire, en date du 13 février 2023 par courrier recommandé, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence observation de l'exploitant, indiqué dans le courriel du 6 mars 2023 ;



CONSIDÉRANT que le phasage tel que prévu dans l'arrêté préfectoral n°PAIC\_2018-0021 du 2/03/2018 modifié est le suivant : la phase 1 doit être finalisée depuis 2021, la phase 2 doit être achevée en 2023 et la phase 3 doit démarrer courant 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection, au vu des constats effectués lors de l'inspection et des déclarations de l'exploitant, a constaté les éléments suivants :

- Phase 1 : le remblaiement du carreau Sud n'est pas finalisé. L'exploitant souhaite augmenter la part de déchets inertes provenant des chantiers français de proximité au détriment des déchets provenant de la Suisse. Ceci a un impact sur le temps nécessaire pour achever le remblaiement, ce dernier ne sera pas finalisé avant 2026 environ ;
- la Phase 2 : l'extraction du front Nord du carreau Nord est en cours. Cependant, le phasage ne sera pas respecté du fait de problème géotechnique. Ce front ne sera pas totalement exploité avant 2026 ;
- la Phase 3 : Le remblayage n'étant toujours pas finalisé, le déplacement des installations n'est pas envisagé avant 2026 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 20 janvier 2023, l'inspection a constaté que :

- le phasage n'était pas respecté ;
- l'exploitant exploite le front Nord et la jonction Nord-Ouest ;
- du fait des instabilités géotechniques rencontrées et de l'analyse du géotechnicien du bureau Sage, l'exploitant a modifié sa zone d'extraction afin de purger les instabilités ;
- afin de purger ces instabilités, l'exploitant a commencé à extraire la partie sommitale de la jonction. Cette zone, bien qu'elle soit située dans le périmètre d'exploitation et en dehors de la bande de 10 mètres, ne fait pas partie de la zone d'extraction dans les plans de phasage ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a donc modifié les conditions d'exploitation sans en porter connaissance préalablement à monsieur le préfet de la Haute-Savoie ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 20 janvier 2023, l'inspection a également constaté qu'à la suite du dernier tir de mines sur cette zone, des blocs semblent être en suspend sur le front Ouest ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis à l'inspection des installations une étude géotechnique concernant l'éperon central. Il apparaît à la lecture de ce document que la partie sommitale est fracturée et serait assise sur un plan de glissement et qu'il est nécessaire de purger cette zone qui n'est plus liée ;

CONSIDÉRANT que des mesures de sécurisation propres à assurer un niveau d'aléa acceptable pour continuer l'exploitation de ce site sont nécessaires ;

CONSIDÉRANT qu'il est donc nécessaire de réaliser un nouveau phasage d'exploitation cohérent par rapport aux différentes instabilités constatées ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour cela d'avoir une vision globale sur les conditions d'exploitation en tenant compte a minima des contraintes géotechniques sur l'ensemble des fronts et du massif, du gisement réellement exploitable vis-à-vis de ces contraintes ;

CONSIDÉRANT qu'il convient également les garanties financières ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un non-respect des prescriptions des articles 8.2.2, 8.3.1 et 8.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/03/2018 modifié ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT les éléments constatés, l'exploitant doit déposer auprès de monsieur le préfet de la Haute-Savoie, une demande de procédure « cas par cas » (cerfa n°014734\*03) afin de déterminer éventuellement la nécessité de réaliser une évaluation environnementale, une étude d'incidence ou un arrêté préfectoral complémentaire ;

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

## ARRÊTE

### Article 1er :

La société CARMACO, dont le siège social est situé Le Pas d'un Jean – Route de Thônes – Annecy-le-Vieux – 74940 Annecy, est mise en demeure :

- sans délai, d'arrêter l'extraction sur les zones non autorisées dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PAIC\_2018-0021 du 2/03/2018 modifié ;
- dès que les conditions climatiques le permettent et sans dépasser un délai 1 mois, de réaliser une analyse géotechnique à la suite du dernier tir par un organisme compétent. Il devra déterminer quelles actions doivent être mises en place afin de garantir la stabilité des blocs issus du dernier tir et présents sur le front ;
- sous 6 mois :
  - soit de respecter les prescriptions édictées aux articles 8.2.2, 8.3.1 et 8.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/03/2018 modifié ;
  - soit, au vu des éléments constatés, de déposer auprès de monsieur le préfet de la Haute-Savoie, une demande de procédure « cas par cas » (cerfa n014734\*03) afin de déterminer éventuellement la nécessité de réaliser une évaluation environnementale, une étude d'incidence ou un arrêté préfectoral complémentaire.

L'ensemble des éléments permettant à l'inspection de se prononcer devra être joint à cette demande, et en particulier, la justification de la modification du phasage liée aux contraintes géotechniques rencontrées. Les conditions d'exploitations devront être justifiées en tenant compte des contraintes géotechniques sur le carreau Nord mais également au niveau de l'éperon central. La stabilité devra être justifiée et les pentes précisées. Les différents aléas de rupture pour les chutes de pierres, de blocs, de compartiments (placages, colonnes), etc ainsi que l'aléa de propagation devront être qualifiés. Des procédures de surveillances et d'alertes devront être mises en place. Les éléments de sécurité devront être dimensionnés. L'actualisation des garanties financières devra également être transmise.

### Article 2 :

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et notamment :

1. obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;  
(...)
2. faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;  
(...)
3. ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée.

### Article 3 :

Si à l'expiration du délai fixé, les dispositions faisant l'objet du présent arrêté préfectoral n'ont pas été respectées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) , dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

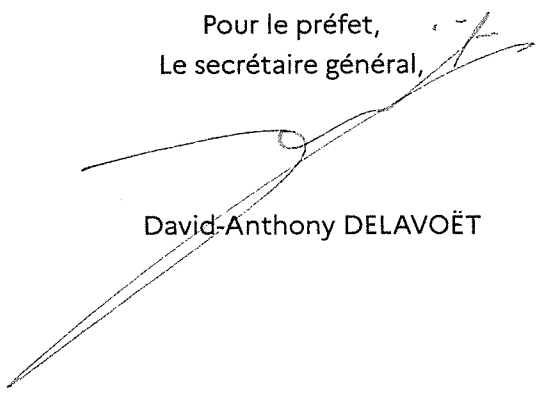
2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

#### **Article 4**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de la mairie d'Annecy.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT